

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 16 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Eoliennes de Grand Fougeray SARL**

PARC DE LA HAUTE BORNE  
5 RUE HORUS  
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : UD35/2026-115  
Code AIOT : 0005517847

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement Eoliennes de Grand Fougeray SARL implanté ZI des Quatre Routes 35390 Grand-Fougeray. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Eoliennes de Grand Fougeray SARL
- ZI des Quatre Routes 35390 Grand-Fougeray
- Code AIOT : 0005517847
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Innovent est composé de 2 éoliennes d'une puissance unitaire d'1 MW.

Il a été mis en service en 2007.

La maintenance est effectuée par la société FE Saint Reunan, filiale d'Innovent.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III. + IV.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Prescriptions complémentaires	6 mois
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
14	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
8	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
9	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
12	Abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
15	Exercice simulation fonctionnement anormal	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de l'intégralité des justificatifs permettant de vérifier le respect des fréquences de contrôle réglementaires. Il est invité à les transmettre à l'inspection des installations classées. Lors des dernières inspections, il a été constaté à plusieurs reprises le non respect de fréquences réglementaires. L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées les mesures prises pour les respecter et éviter les défauts récurrents (fuites d'huiles notamment).

Concernant les formations du personnel, l'exploitant a indiqué réaliser des formations sur le travail en hauteur et la prévention du risque électrique, cependant, cela ne comprend pas la gestion des risques accidentels. L'exploitant doit compléter la formation du personnel intervenant sur le site (sur place et à distance) sur ce point, y compris en réalisant régulièrement des exercices sur le parc.

Enfin, le parc est compris dans un site industriel avec de nombreux passages de personnes. A proximité immédiate de l'éolienne E1, un parking et un panorama sont aménagés.

Il est demandé à l'exploitant d'analyser les risques liés à la présence de tiers aux abords immédiats de l'éolienne. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport en ce sens.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de bridage environnemental sur ce parc.</p> <p>Le dernier suivi date de janvier 2021. Un rapport de l'inspection des installations classées du 29 janvier 2026 préconise la mise en place d'un nouveau suivi environnemental en 2026 et propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir pris connaissance de ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>&gt; Il est rappelé à l'exploitant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire impose un nouveau suivi environnemental commençant dès cette année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance / formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté les justificatifs de formation des risques électriques et travail en hauteur pour l'un des techniciens du parc. Il indique que des points de sécurité sont réalisés chaque mois avec les équipes.</p> <p>Il n'est pas en mesure de justifier de formations sur les risques accidentels pour le personnel intervenant sur le parc, sur site ou à distance.</p> <p>Il indique qu'il peut arriver que d'autres personnes interviennent sur le site en cas de besoin spécifique. Dans ce cas, il est demandé la signature d'un plan de prévention. Les techniciens du parc expliquent à la personne intervenante les procédures d'arrêt et de mise en route du parc. L'exploitant indique qu'aucun exercice n'a été réalisé sur ce parc récemment.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>&gt; L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois, des justificatifs de formations portant sur les risques accidentels pour le personnel intervenant sur le parc, sur place et à distance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les contrôles électriques sont effectués en interne, le personnel étant formé aux risques électriques. Ces contrôles font partie des rapports de maintenance. Il présente un extrait d'un rapport de contrôle sur l'éolienne 1 d'août 2025.  Sur le poste de livraison, il présente le rapport de contrôle d'un organisme extérieur daté du 6 juin 2024. Il n'est pas en mesure de présenter un rapport ultérieur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, un rapport de contrôle des installations électriques permettant de vérifier le respect de la fréquence annuelle.  > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les justificatifs permettant de s'assurer que les contrôles sont effectués par "un organisme compétent", concernant les éoliennes et le poste de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance / registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  Pour la maintenance corrective, le registre est rempli directement dans un outil en ligne avec les personnes intervenantes, la date, la nature des interventions et les tâches restant à effectuer.  Pour la maintenance préventive, le registre est rempli uniquement avec la date et les personnes intervenantes. Un rapport d'intervention séparé détaille les tâches réalisées.  Afin de s'assurer du respect des fréquences de maintenance, l'exploitant indique que son outil en ligne lui permet de lister des tâches à effectuer. Il coche les tâches réalisées et un code couleur indique le pourcentage de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III. + IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente une liste des capteurs de sécurité, notamment concernant les vibrations ou la survitesse.  Cependant, la liste ne comprend pas les systèmes instrumentés de sécurité ni leurs fonctionnalités.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant formalisera une liste des équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Il transmettra cette liste à l'Inspection des installations classées dans un délai de trois mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SIS / Détection de survitesse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que des tests sont réalisés avec différentes vitesses de rotation.  Le boîtier qui permet de compter les tours est vérifié. Ensuite, des simulations sont effectuées pour vérifier la consigne d'arrêt survitesse. Enfin, le retour d'urgence des pales est vérifié (position des pales à l'arrêt).  La dernière vérification date du 4 juillet 2025.  L'exploitant indique qu'aucune alarme liée à la survitesse n'a été repérée en 2025/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance / pâles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le constructeur n'existe plus. Il n'y avait pas de recommandation spécifique liée au contrôle des pales.  Le contrôle des pales est effectué par l'exploitant via drones. L'analyse des photos est déléguée à un spécialiste extérieur. L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle daté du 15 décembre 2025. Celui-ci présente une analyse appréciative des défauts constatés, il n'a pas été constaté de défaut majeur. Le contrôle précédent date du 28 février 2025.  <b>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter la fréquence de 6 mois pour le contrôle visuel des pâles.</b>  L'exploitant indique avoir investi dans davantage de drone au niveau national ce qui permettra de respecter les périodicités de 6 mois. Il indique également être en train de créer un service interne de maintenance des pales pour être en mesure d'effectuer les réparations de pales.  Aucune vérification intérieure n'est effectuée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > Il est demandé à l'exploitant d'indiquer à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les mesures prises pour respecter les fréquences réglementaires de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, notamment concernant le contrôle visuel des pâles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance / consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente les consignes de sécurité, comprenant les éléments obligatoires.  Sur place, il est constaté que ces consignes sont affichées dans les 2 éoliennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que peu de déchets sont produits. Les déchets sont récupérés par les techniciens et stockés dans des bacs au local de maintenance.  Les déchets de type papier/plastique sont envoyés en déchetterie. Les autres déchets (filtres, huiles, déchets souillés) sont éliminés par une entreprise spécialisée. L'exploitant a présenté un bordereau de suivi des déchets de 2025 de l'entreprise ayant éliminé les déchets.  Ce bordereau est donc commun à plusieurs parcs puisqu'il regroupe les parcs gérés par la société de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.  Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, les éoliennes sont fermées à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification mâts
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 2 éoliennes sont bien identifiées par des numéros sur leurs mâts.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées sur les chemins d'accès aux éoliennes.</p> <p>Comme en 2022, il est noté qu'il n'y a pas de contact de l'exploitant affiché afin de le contacter en cas d'urgence (numéro de téléphone par exemple). Il ne s'agit pas d'une prescription réglementaire mais l'exploitant est invité à envisager de le compléter afin de faciliter son information.</p> <p>A proximité immédiate de l'éolienne E1, l'inspection des installations classées note la présence d'un lieu de pause/panorama et d'un parking.</p> <p>L'inspection s'interroge sur la bonne prise en compte par l'étude des dangers de la présence de tiers à proximité immédiate de l'éolienne qu'implique ces aménagements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>&gt; Il est demandé à l'exploitant d'analyser les risques d'exposition de tiers aux dangers présentés par les éoliennes et de préciser les éventuelles mesures de maîtrise de risques nécessaires pour permettre de réduire le risque à un niveau acceptable.</p> <p>L'exploitant pourra s'appuyer sur la méthodologie des études de dangers et notamment le guide technique "élaboration de l'étude de dangers dans le cadre des parcs éoliens" de mai 2012.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport afin de prescrire cette étude, qui devra être réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'arrêté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 12 : Abords**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Abords
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de Propreté.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il est constaté que les abords des éoliennes sont en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, des gouttes de liquide s'écoulent à l'intérieur de l'éolienne E2. D'après l'exploitant, il s'agirait d'huile.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant nettoiera l'intérieur de l'éolienne E2 et identifiera la source de la fuite d'huile.  Il transmettra des explications et preuves de ces actions à l'Inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Il transmettra également les mesures prises pour éviter la réapparition de ce type de défaut.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un rapport de contrôle des extincteurs du 16 juin 2025, comprenant des extincteurs en pied de mât et en nacelle.  Sur site, il est constaté que les 4 extincteurs (2 par mât) sont présents en pied de mât. L'exploitant indique que les 2 extincteurs des nacelles seront remontés lors de la prochaine montée en nacelle.  L'inspection s'étonne que l'exploitant n'ait pas eu l'occasion de remonter les extincteurs en nacelle depuis le contrôle en juin 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > Il est demandé à l'exploitant de remonter les extincteurs prévus pour les nacelles au plus vite. Il transmettra à l'inspection des installations classées des preuves de présence des extincteurs en nacelle sous un délai d'un mois.  > Il est rappelé à l'exploitant que chaque éolienne doit disposer de 2 extincteurs au minimum, une au pied de mât et une en nacelle. L'extincteur en nacelle peut être descendu le temps du contrôle mais doit être rapidement remis en place en nacelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 15 : Exercice simulation fonctionnement anormal**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice simulation fonctionnement anormal
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none"><li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li><li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Un exercice a été réalisé le jour de l'inspection. Celui-ci s'est déroulé depuis la plateforme de E2. L'exercice consiste à prétendre qu'un incendie est constaté en pied de machine.  10h33 : début de l'exercice. L'exploitant a appelé le numéro de la conduite à distance. L'appel a été transféré au service exploitation. L'interlocuteur indique que les étapes à suivre sont : appel aux pompiers et couper le poste de livraison. Il indique que la coupure du poste de livraison s'effectue sur place par les techniciens.  10h40 : l'inspection demande à l'interlocuteur à distance s'il a connaissance des informations sur le parc (position des pales notamment). Il indique les productions des éoliennes (47 et 40 kW) alors que l'éolienne E2 est à l'arrêt. L'interlocuteur change de logiciel et a accès aux informations de suivi à distance, il constate alors que l'éolienne E2 est en effet à l'arrêt (manque de vent). L'inspection demande s'il est possible de mettre à l'arrêt l'éolienne E1 à distance.  10h41 : L'éolienne E1 est mise à l'arrêt à distance. L'inspection demande à l'interlocuteur à distance si sa procédure prévoit de donner des consignes de sécurité. Il indique qu'en effet, il aurait dû commencer par la mise en sécurité de l'appelant mais que lors de la mise à l'arrêt du poste de livraison, les techniciens sont forcément éloignés de l'éolienne.  10h45 : fin de l'exercice.  <b>&gt; L'Inspection invite l'exploitant à vérifier avec les pompiers leur connaissance du site, notamment à l'occasion d'une prise de contact pour un éventuel exercice (voir point de contrôle n°2).</b>  <b>&gt; L'Inspection invite l'exploitant à prévoir dans sa procédure la prise d'informations sur l'incident et la mise en sécurité des interlocuteurs.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite